



RÉFORME TERRITORIALE ALERTE



TOUS LES SERVICES VONT ÊTRE TOUCHÉS !

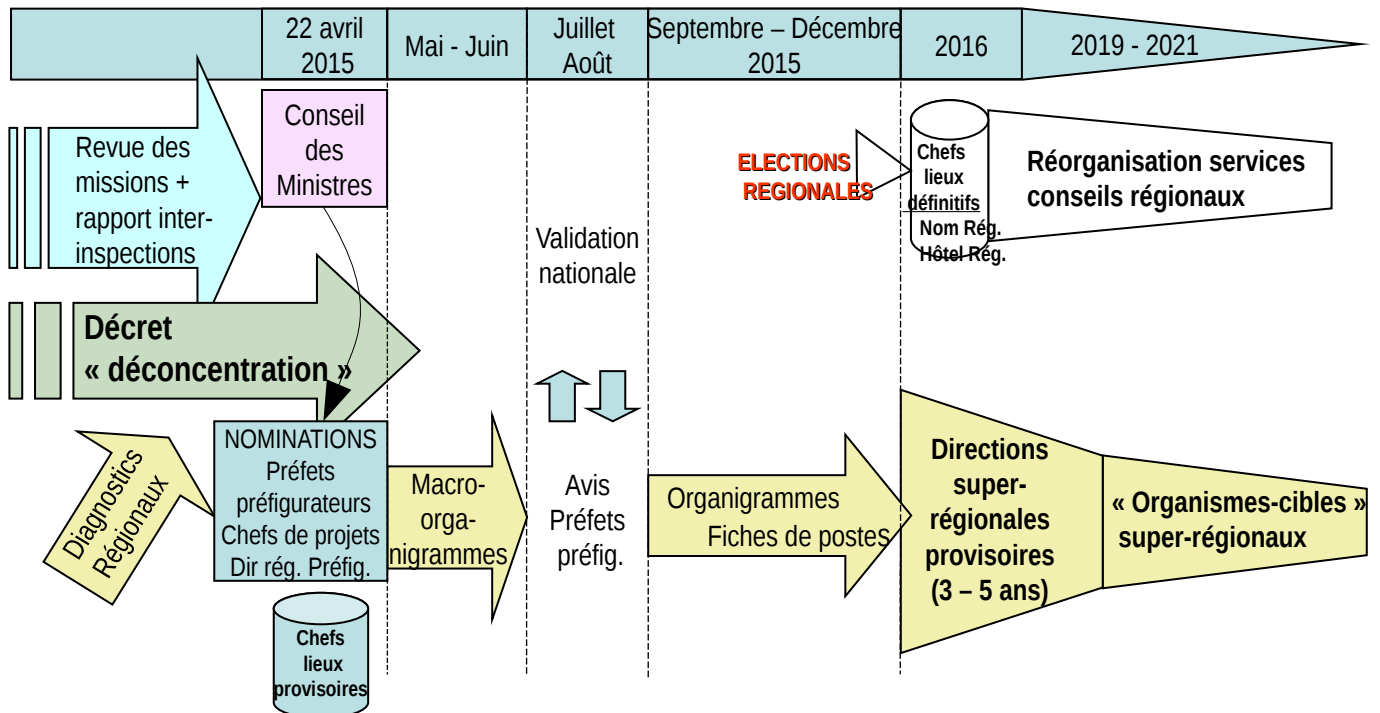
LE GOUVERNEMENT ACCÉLÈRE LA DÉMOLITION DU SERVICE PUBLIC

Réforme Territoriale : calendrier à marche forcée ...

Après le conseil des ministres du 22 avril, les préfets préfigureurs des nouvelles régions seront nommés ainsi que les DRAAF préfigureurs qui comme toutes les directions régionales auront jusque fin juin pour rendre un macro-organigramme. De septembre à décembre les organigrammes devront être détaillés et des nouvelles fiches de postes proposées aux agents.

Le 1^{er} janvier 2016, les nouvelles directions super-régionales sont censées être opérationnelles ...

Ce n'est plus du dialogue social – dont pourtant se réclame tant le chef du gouvernement – mais comme à Radio-France, c'est le management par le mépris !



... vers des archiduchés super-austéritaires

Mais aussi évolutifs, vers des « organismes-cibles » d'ici 3 à 5 ans, le temps de rayer de la carte les implantations concédées pour faire passer la pilule.

Dès 2016 les organigrammes devront s'adapter, par exemple, à ceux définis pour les services des nouveaux conseils régionaux suites aux élections régionales de décembre 2015.

Le projet de décret de « déconcentration » nous éclaire sur la cible que compte atteindre le gouvernement : les Préfets de régions, seront dotés de pouvoirs très étendus leur permettant d'organiser à leur guise les services régionaux et départementaux de tous les ministères, dans un esprit de « rationalisation », de

« mutualisation » des services supports (informatique, moyens...) mais aussi techniques (explicitement annoncée est la mutualisation des compétences « rares » : manière de gérer toutes les futures réductions d'effectif).

Les régions et les départements qui ne fusionnent pas dans l'immédiat sont donc aussi dans le collimateur et leurs Préfets auront rapidement une lettre de mission identique à celle que vont revoir les préfigureurs des grandes néo-régions « ACAL », « APCL », « AURHO », « BFC », Normandie et « LRMP ».

Adieu l'égalité de traitement des territoires, notre République va devenir une juxtaposition de grandes régions artificielles, véritables archiduchés bicéphales avec tous les pouvoirs aux mains d'un super-préfet et d'un super-président, avec un État exsangue réduit à une chambre d'enregistrement des décisions bruxelloises.

Les services publics y seront réduits à l'extrême par le plan d'austérité 2015-2017 (au moins 18 milliards d'économies prévus pour la fonction publique d'État avec en plus dès cette année 5 milliards supplémentaires exigés par Moscovici au nom de la commission européenne ce 16 avril !).

INACCEPTABLE POUR LE SERVICE PUBLIC et ses AGENTS

Dès le mois de mai pour les agents des directions régionales fusionnantes, et à court terme pour tous, nous allons être confrontés à la mise en œuvre accélérée de cette attaque sans précédent contre le service public, qui va se traduire concrètement par :

- **la création précipitée d'organigrammes** ... provisoires sur 3 à 5 ans
- **des nouvelles fiches de postes dès l'automne**, qui engendrera le recul d'un cran dans le positionnement hiérarchique pour la grande majorité
- partout **l'exacerbation de la dégradation des conditions de travail** que nous vivons déjà, les précédentes réformes étant loin d'être digérées ...
- **un saut vers l'inconnu, quant à la destruction de nos missions et la possibilité de garder un poste dans sa ville** ... On nous a promis l'absence de mobilité forcée mais le gouvernement travaille sur les mesures d'accompagnement telles que la PRS et l'ITM : Prime de Restructuration des Services, Indemnités Temporaires de Mobilité !

Le démantèlement de la présence territoriale de l'État s'effectue parallèlement dans les départements avec la mutualisation hors des limites de l'unité administrative (le projet de décret « déconcentration » prévoit la possibilité de regrouper les services de plusieurs départements).

L'Enseignement Agricole ne sera pas épargné...

L'annonce première qui consistait à garantir que l'organisation de l'Enseignement Agricole serait calquée sur les académies de l'EN n'aura pas fait long feu, la Secrétaire Général du MAAF illustrant son propos ce 14 avril en indiquant qu'il y aurait un DRAAF et un chef de SRFD par grande région... Autant dire, qu'il en serait terminé du suivi de proximité que les SRFD ont déjà du mal à gérer au quotidien faute d'une dotation en personnel à la hauteur des missions à exercer. Le maintien d'antennes qui pourrait être arraché risque fort d'être bien fragile sur la durée... L'affaiblissement supplémentaire des SRFD fragilise l'Enseignement Agricole Public face à un enseignement privé cherchant à s'étendre à ses dépens.

Le SYAC-CGT et la FSU (SNETAP, SNUITAM) appellent à la mobilisation générale

**Tous ensemble, avec les acteurs locaux qui verront disparaître emplois et activités,
en interpellant tous les élus acteurs ou complices,
nous devons résister et enrayer cette machine infernale !**

Nous vous appelons à vous réunir en assemblée générale sur vos lieux de travail en coordination avec tous les services concernés et à constituer des délégations avec vos syndicats pour exiger toutes les informations sur ces projets de regroupement et affirmer clairement vos revendications et en tout premier lieu le refus de toute suppression d'effectif et de mutation arbitraire.